**Modèle d’arrêté de réquisition de biens**

**Intitulé de l’arrêté :** Arrêté de police du Bourgmestre du [*date*] réquisitionnant [*descriptif du bien*] afin de subvenir aux besoins du service [*indiquer le nom du service*] de la commune de [*nom de la commune*] suite à l’épidémie du COVID-19

**Le Bourgmestre,**

Vu la loi relative à la sécurité civile du 27 mai 2007, notamment les articles 11, 181 et 187 (*ou pour les missions non couvertes par l’article 11 de la loi sur la sécurité civile :* Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, par. 2, 5° ; Vu l’article 422*ter* du Code pénal] *;*

Vu l’Arrêté Royal du 25 avril 2014 fixant les modalités du pouvoir de réquisition visé à l'article 181 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile [*à supprimer si l’arrêté se fonde sur la NLC*] ;

Vu les décisions du Conseil National de Sécurité du 27 mars 2020 ;

Considérant l'urgence du fait de la rapidité de la propagation de l'épidémie, de la nécessité de la contenir et de l'atténuer sur le territoire bruxellois afin de préserver la santé des citoyens ;

Considérant qu’en raison de l’épidémie, certains biens doivent être pleinement disponibles au profit de [*nom du service qui réquisitionne les biens*] au risque de causer des dommages sérieux aux citoyens en mettant en péril leur sécurité et leur tranquillité ;

Considérant qu’il en va notamment ainsi de [exemple. *de l’eau potable ; un entrepôt ; des masques médicaux ; etc.*] ;

Considérant qu’en raison du manque de [*type de bien réquisitionné*], il est indispensable de réquisitionner les biens suivants ;

* … [exemple. *Des palettes d’eau à concurrence de 3000L par entreprise destinataire ; tel entrepôt ou tel bâtiment ; tel type de masque médical etc.*]

Considérant [exemple. *qu’il est essentiel de fournir dès aujourd’hui à la population un pack de 6 bouteilles d’1.5L d’eau par citoyen au vu de la rupture de réseau de distribution courante et que sans cette distribution, il en résulte un risque de dommage grave pour la santé publique*]

[exemple*. qu’un entrepôt de stockage suffisamment isolé, chauffé et aménagé tel que celui requis est essentiel pour déplacer des malades en quarantaine au vu du manque d’espace dans les hôpitaux et qu’il convient de les disposer en un lieu spécifique pour qu’ils puissent être pris en charge par les services de soins. Considérant l’absence de bâtiments publics correspondant aux caractéristiques requises pour cette mission de maintien de la salubrité publique*]

[exemple. *que les masques FFP3 sont un type de masque de protection respiratoire filtrant qui sert essentiellement à protéger son usager contre les particules ainsi que contre diverses maladies transmissibles dans l'air ; Considérant la pénurie de ces masques au sein des établissements hospitaliers belges ; Considérant leur utilité publique afin de protéger le personnel soignant face à la contamination au virus covid-19 ; Considérant qu’ils permettent une meilleure prise en charge des patients en ce que ces masques assurent la présence du personnel soignant* ] ;

Considérant qu’une indemnisation sera prévue à concurrence de :

* [exemple. *X € par bouteille d’1.5L d’eau réquisitionnée 🡪 correspondant au prix coûtant pour l’entreprise + TVA due ; un forfait locatif correspondant aux charges + une indemnité d’usage*]

[*Sauf si la commune peut justifier d'une urgence extrême ne laissant absolument pas place à la négociation*] Vu l'entretien ayant eu lieu avec le destinataire [*M. … Mme…*] de la présente mesure afin d'obtenir une prestation sur base conventionnelle ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d’une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

*(Si utilisation de l’art. 135, par. 2, 5****°*** *: Considérant que parmi les objets de police confiés à la vigilance et l’autorité des communes se trouve le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties) ;*

ARRÊTE :

Article 1 :

Madame/Monsieur … / entreprise

Domicilié (e) …./ siège social….

Est tenu(e) de fournir les biens suivants dont il/elle dispose pour la date du (compléter) :

* Biens :
* Quantité :

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à son destinataire.

Tout dommage occasionné aux choses requises et résultant d'accidents survenus dans le cours ou par le fait de l'exécution des opérations en vue desquelles la réquisition a eu lieu sera indemnisé.

**Article 3 :**  Un recours en suspension ou en annulation peut être introduit devant le Conseil d’Etat contre la présente décision. Pour ce faire, une requête doit être adressée au Conseil d’Etat, soit par lettre recommandée à la poste, à l’adresse suivante : rue de la Science, 33, à 1040 Bruxelles ; soit par voie électronique. Cette requête doit être introduite dans les soixante jours à dater de la réception de la présente notification.